



27 août 2007  
Original : anglais

## **Réunion de haut niveau sur les changements climatiques, 24 septembre 2007**

### **L'avenir entre nos mains : les changements climatiques, un défi à relever pour nos dirigeants**

#### **Note de réflexion du Secrétaire général\***

1. Les changements climatiques sont l'une des menaces les plus complexes, les plus multiformes et les plus graves qui planent sur le monde. La riposte à cette menace est étroitement liée aux préoccupations pressantes que sont le développement durable et l'équité dans le monde; la vulnérabilité et la résilience; l'économie, la réduction de la pauvreté et la société; et le monde que nous voulons léguer à nos enfants.

2. Notre climat change du fait essentiellement des émissions causées par l'homme. Il devient moins stable, plus fluctuant et plus chaud : les températures moyennes de surface ont augmenté de 0,74 °C dans le monde durant les 100 dernières années. Les variations normales augmentant, les saisons arrivent à des moments différents; les glaciers fondent; le niveau des mers monte. Les phénomènes climatiques extrêmes vont probablement devenir plus fréquents et plus rigoureux. Déjà, en partie à cause des sécheresses, des inondations et des vagues de chaleur, les récoltes se perdent, des conflits éclatent et le nombre de morts et les souffrances humaines augmentent constamment. À mesure que la planète se réchauffe, il est fort probable que les inondations et les sécheresses se produiront plus fréquemment et avec plus d'intensité dans de multiples régions du monde.

3. Les changements climatiques ne sont pas seulement une question d'environnement; ils ont des conséquences qui sont clairement d'ordre économique et social. Ils sont indissolublement liés au programme plus vaste pour un développement durable, notamment le défi que représente la réduction de la pauvreté. Les changements climatiques auront des conséquences démesurément graves pour les plus démunis et les plus vulnérables des collectivités du monde, et risqueront de placer les objectifs du Millénaire pour le développement hors de portée, si des mesures ne sont pas prises dès maintenant. Mais les liens entre les changements climatiques et le développement vont bien au-delà de l'adaptation. Le

---

\* La présente note devrait être lue en parallèle avec les trois rapports établis par les groupes de travail dans le cadre du quatrième rapport d'évaluation du groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat. Un document d'information rendu disponible par le Président de l'Assemblée générale pour le récent débat thématique sur les changements climatiques peut également servir. <http://www.un.org/ga/president/61/follow-up/climatechange/ClimateChangeBackgroundPaper.pdf>.

problème des changements climatiques appelle une solution à long terme qui soit équitable, durable et fondée sur le droit des pays en développement d'assurer leur croissance économique.

4. En 1992, les dirigeants mondiaux se sont réunis à Rio de Janeiro à l'occasion de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, également connue comme le Sommet « Planète Terre ». Ils y ont notamment adopté la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques qui a été ratifiée par 191 pays et demeure la référence centrale pour la politique mondiale relative aux changements climatiques. Cinq années plus tard a été adopté le Protocole de Kyoto, qui est ensuite entré en vigueur en 2005. La Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques prévue à Bali<sup>1</sup> (Indonésie) en décembre 2007 sera un moment décisif pour déterminer l'avenir de l'action internationale à mener en ce qui concerne les principaux éléments de la riposte mondiale face aux changements climatiques, à savoir l'atténuation des effets, l'adaptation, la technologie et le financement.

5. Pour préparer la voie aux négociations de décembre et à celles qui suivront, et étant donné que les dirigeants ont clairement fait comprendre au Secrétaire général, par l'intermédiaire de ses trois envoyés spéciaux pour les changements climatiques, qu'il fallait agir d'urgence, le Secrétaire général a décidé de convoquer les dirigeants mondiaux afin qu'ils examinent le défi que représentent les changements climatiques. Cette réunion de haut niveau n'est pas du tout une négociation : les négociations officielles entre pays devraient toujours se dérouler sous les auspices de la Convention. Mais face à une question aussi pressante, il est essentiel que les dirigeants mondiaux aient la possibilité, dans une optique d'avenir, de tracer la voie à suivre. De cette manière, la Conférence de Bali recevra un signal politique fort montrant que les gouvernements sont disposés à accélérer les activités à mener au titre de la Convention.

6. Dans cet ordre d'idées, les vues des dirigeants mondiaux sont sollicitées sur les domaines centraux de la politique mondiale relative aux changements climatiques : l'adaptation aux effets des changements climatiques et le renforcement de la résilience, le plein usage de la technologie et de l'innovation, le financement de la riposte et les efforts nécessaires pour stabiliser le niveau des émissions de gaz à effet de serre dans l'atmosphère. La présente brève note de réflexion donne un aperçu de chacun de ces points et propose des questions afin de provoquer le débat. Les quatre domaines se chevauchent tout naturellement : il ne s'agit pas de les cloisonner, mais plutôt de faire ressortir les liens réciproques entre eux.

7. Le défi mondial sans précédent que constituent les changements climatiques mettra, plus que jamais auparavant, à rude épreuve la capacité de l'humanité de résoudre des problèmes communs. Les changements climatiques ne sont pas simplement une menace qui dépasse les frontières entre nations; ils franchissent également les limites entre de nombreux domaines – qu'il s'agisse de l'énergie ou des transports, de la sécurité alimentaire ou de la gestion des ressources en eau, du comportement individuel ou de la gouvernance mondiale. Mais par-dessus tout, les changements climatiques interpellent l'humanité pour qu'elle envisage les problèmes à des horizons bien plus éloignés que nous n'avons l'habitude de le faire

---

<sup>1</sup> La treizième session de la Conférence des Parties et la troisième session de la Conférence des Parties siégeant en tant que Réunion des Parties au Protocole de Kyoto, 3-14 décembre 2007.

ces dernières années. En définitive, la plus grande responsabilité qui incombe à chacun de nous c'est celle vis-à-vis de nos enfants et vis-à-vis de l'avenir.

### **Le défi de l'adaptation : de la vulnérabilité à la résilience**

8. Même si un cadre global pour la stabilisation de la concentration des gaz à effet de serre était arrêté demain, le réchauffement et l'élévation du niveau des mers dus à l'activité humaine se poursuivraient pendant des siècles encore et une stratégie mondiale d'adaptation resterait essentielle. Une telle stratégie serait avant tout fondée sur le développement durable et la satisfaction des besoins des pays en développement – en particulier des petits États insulaires en développement et des pays les moins avancés. Ces pays sont ceux qui ont le plus à perdre des changements climatiques et sont les moins capables de s'adapter à leurs effets, même s'ils sont encore ceux qui ont contribué le moins à causer le problème.

9. Le travail d'adaptation est rarement constitué d'efforts isolés ne s'inscrivant dans aucun des autres domaines d'intervention. De fait, pour qu'elles soient efficaces, les stratégies d'adaptation nationales doivent être intégrées aux systèmes économiques, sociaux et de gouvernance des pays et solidement enracinées dans la planification de la politique nationale dans tous les secteurs. Nombre de pays en développement envisagent déjà d'élaborer leurs propres programmes et plans d'action nationaux d'adaptation. La coopération régionale revêt une importance de plus en plus grande, car les effets des changements climatiques feront totalement fi des frontières entre nations.

10. L'adaptation aux effets des changements climatiques doit être une entreprise mondiale, exigeant une manifestation de solidarité sans précédent entre les pays. En particulier, toute stratégie d'adaptation mondiale intégrée doit absolument comprendre un apport des pays développés vers les pays en développement, d'un financement et d'une assistance considérablement accrues pour le renforcement des capacités. L'importance du mécanisme financier de la Convention et du Fonds d'adaptation du Protocole de Kyoto ne pourra être niée et il faudra sensiblement renforcer ces mécanismes.

11. Une assistance financière extérieure sera nécessaire pour aider les pays en développement dans le domaine de l'adaptation. En particulier, cette assistance devra être destinée aux secteurs et aux pays déjà fortement tributaires de l'appui extérieur, comme par exemple les secteurs de l'agriculture et de la santé dans les pays les moins avancés ou les infrastructures côtières dans les petits États insulaires en développement et d'autres pays en développement très vulnérables devant l'élévation du niveau des mers. Les effets de la variabilité de plus en plus grande du climat sur les écosystèmes, ainsi que ceux de la désertification, des sécheresses et de l'insécurité alimentaire, notamment en Afrique, doivent également bénéficier d'un rang de priorité tout aussi élevé.

12. Le partage de l'information et des connaissances entre gouvernements est également un secteur à améliorer; par exemple, savoir quelles stratégies d'adaptation ont été efficaces et où. Il faut par ailleurs de bien meilleures données sur les effets prévus des changements climatiques pour aider les pays à se préparer. Si à l'échelle mondiale, les effets prévus sont de plus en plus clairs, les données sur les conséquences aux niveaux régional, national et local sont beaucoup plus limitées.

13. Avant tout, les États et les organismes internationaux seront invités à s'informer pleinement des avantages du renforcement de la résilience, selon une conception du monde essentiellement centrée sur la gestion de changements attendus. Si la réduction des émissions de gaz à effet de serre est indispensable pour diminuer les risques de catastrophes futures, une tâche à laquelle il faut immédiatement s'atteler pour renforcer la résilience des collectivités consiste à se préparer à des conditions météorologiques plus extrêmes encore grâce à des programmes de réduction des risques de catastrophes, prévoyant par exemple une plus grande sensibilisation du public aux risques, la mise en place de systèmes d'alerte avancée et la préparation en prévision des catastrophes. Le Cadre d'action de Hyogo pour le renforcement de la capacité de récupération des pays et des collectivités face aux catastrophes énonce un plan convenu pour réduire la vulnérabilité à des changements climatiques ou météorologiques sévères et s'adapter à une aggravation éventuelle des extrêmes climatiques dans l'avenir.

14. Malgré toute l'incertitude, nous savons que s'attaquer aux vulnérabilités est un bon moyen de renforcer la résilience face aux effets futurs des changements climatiques. La croissance économique est essentielle pour réduire la vulnérabilité : un volume accru de ressources signifie l'accès à la technologie, d'autres moyens de subsistance et la protection contre les phénomènes climatiques extrêmes. Dans le contexte des catastrophes naturelles et de l'environnement, la résilience consiste, dans le long terme, à pouvoir assurer les services fondamentaux et à disposer des ressources, même s'il faut en même temps s'adapter à des chocs et à des changements complexes. Inclure la « notion de résilience » dans les politiques et la pratique sera une tâche majeure pour tous les citoyens du monde tout au long du nouveau siècle.

#### *Questions à examiner*

- Comment les stratégies d'adaptation peuvent-elles être mieux intégrées à l'élaboration des politiques et à la planification du développement à l'échelle nationale?
- Comment les effets des changements climatiques influenceront-ils sur les perspectives de développement durable, notamment la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement? Comment les mesures prises pour réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement peuvent-elles aider à renforcer la résilience?
- Comment les organismes concernés des Nations Unies ainsi que le système international dans son ensemble peuvent-ils collaborer avec les pays en développement pour renforcer la résilience de ces derniers?
- Quels mécanismes et cadres internationaux sont nécessaires pour faire face à la menace que les changements climatiques font planer à long terme sur le développement durable, notamment sur la sécurité alimentaire, la sécurité de l'approvisionnement en eau et la sécurité sanitaire dans le monde?

## **Un monde nouveau, respectueux du climat : rôle de la technologie et sa diffusion**

15. La technologie jouera un rôle essentiel dans la riposte à apporter aux changements climatiques, parce qu'elle permettra de s'attaquer à ses causes aussi bien que de s'adapter à ses effets. Un appui massif s'avère donc nécessaire pour mettre en place les technologies nécessaires. La plupart des technologies requises pour accélérer la lutte contre les changements climatiques sont déjà disponibles. Des domaines tels que l'amélioration du rendement énergétique et l'utilisation rationnelle de l'énergie à obtenir par le changement de comportement, les énergies renouvelables, les technologies économes en eau, les semences xérophiles et la restauration des sols peuvent déjà déboucher sur une réduction des émissions totales et sur des mesures tendant à l'adaptation à l'échelle requise dans le long terme. Mais quatre conditions doivent être réunies.

16. Premièrement, les technologies émettant peu de carbone sont souvent considérées comme plus onéreuses que les technologies actuelles faisant appel à des carburants fossiles. Ce problème s'atténuera à mesure que la demande de technologies moins polluantes augmentera, que des facteurs qui comptent dans les coûts environnementaux sont pris en considération et que les distorsions des prix courants sont redressées. Mais ce processus ne peut commencer que si le marché est convenablement préparé par des politiques appropriées et que si les marchés du carbone continuent de se développer. Ces dernières années, on a assisté à la mise en place de toute une série de moyens d'action conçus pour parvenir à cette fin; il s'agit maintenant de regrouper ces diverses stratégies en un tout cohérent.

17. Deuxièmement, il existe souvent des obstacles colossaux à l'adoption de technologies moins polluantes. Ces obstacles sont le comportement humain, par exemple le fait de persuader des individus d'utiliser l'énergie de façon plus efficace, la nécessité d'investir suffisamment dans l'infrastructure pour les énergies nouvelles. Ici également, un large éventail de politiques novatrices sera nécessaire pour surmonter les obstacles, les acteurs non étatiques aussi bien que les États et les organismes internationaux intervenant sur ce plan.

18. Troisièmement, un appui massif sera également nécessaire en faveur de la recherche-développement dans le domaine des nouvelles technologies, telles que le piégeage et le stockage du carbone, des systèmes faisant appel à des piles hydrogène et à combustible, des systèmes de stockage de l'énergie et les microcentrales, des technologies énergétiques moins polluantes, des systèmes d'alerte avancée pour les phénomènes climatiques extrêmes et la biotechnologie, ce qui à son tour réclamera tout un train de mesures d'appui de l'État.

19. Quatrièmement, le transfert de technologies des pays développés aux pays en développement et, de plus en plus, entre pays en développement eux-mêmes sera nécessaire comme jamais auparavant. Aujourd'hui, bon nombre de pays en développement connaissant une croissance rapide réalisent des investissements considérables de l'ordre de milliards de dollars dans les équipements tels que ceux requis pour l'infrastructure et la production d'énergie, équipements qui seront utilisés pendant 30 ans ou davantage. La question de savoir si de tels investissements contribuent au développement durable est un problème majeur pour ce qui est de l'avenir à long terme qui se décide maintenant. Un marché du carbone qui fonctionne correctement sera probablement un élément primordial de tout dispositif futur d'atténuation des effets.

20. Nombre de pays en développement prennent déjà d'importantes mesures nationales. Mais un cadre incitatif mondial très puissant s'avère indispensable pour réaliser le transfert de technologie à l'échelle requise. Les objectifs ambitieux des pays développés pourraient entraîner une demande accrue de droits d'émission que le mécanisme pour un développement propre engendre, ce qui contribue à accélérer le processus de mise au point et de mise en place de technologies non polluantes, tout en réalisant les objectifs de développement durable.

21. Toute stratégie visant à améliorer la mise en place de la technologie reposera probablement en particulier sur le rôle du secteur privé en tant qu'acteur primordial. Les politiques les plus efficaces seront vraisemblablement fondées sur une bonne compréhension des conditions qui inciteront les entreprises à investir à l'échelle requise, notamment la fiabilité des dispositifs réglementaires et le maintien du marché du carbone.

#### *Questions à examiner*

- Quels mécanismes accéléreront la mise en place de technologies d'adaptation et d'atténuation qui présentent le plus de possibilités pour les différents pays et les différentes régions?
- Quel devrait être le rôle du financement de la lutte contre les émissions de carbone, des échanges de droits d'émission, des réglementations et d'autres initiatives menées par l'État dans la réalisation d'investissements dans des technologies non polluantes? Quel est le rôle du secteur privé et comment peut-on renforcer les flux d'investissements privés dans des technologies écologiquement rationnelles?
- Comment les accords multilatéraux et bilatéraux de coopération commerciale peuvent-ils créer les conditions incitant à mettre en place des technologies écologiquement rationnelles?
- Comment peut-on rendre les investissements actuels dans l'infrastructure plus respectueux du climat?

#### **Financement des interventions pour faire face aux changements climatiques : investir dans l'avenir**

22. La lutte contre les changements climatiques impliquera une réorientation importante des modes d'investissement dans une multitude de secteurs, comprenant la production d'énergie, l'industrie, le cadre bâti, les déchets, les transports, l'agriculture et la foresterie. Dans nombre de ces secteurs, la durée de vie des équipements peut atteindre, voire dépasser 30 ans : aussi les décisions en matière d'investissement prises aujourd'hui influenceront-elles sur les émissions de carbone dans le monde pendant de nombreuses années encore.

23. Le problème est exacerbé par le fait que le montant total des investissements dans les avoirs physiques doit, selon les prévisions, tripler entre 2000 et 2030, 20 000 milliards de dollars étant prévus pour faire face rien qu'aux besoins du secteur de l'approvisionnement en énergie. Une forte proportion de ces investissements sans précédent sera réalisée dans les pays en développement. La politique climatique internationale doit créer des conditions propices qui permettent, autant que faire se peut, d'orienter ces investissements vers des options plus viables et non vers des cas de non-viabilité garantie.

24. En ce qui concerne l'action sur les changements climatiques dans le domaine de l'atténuation des effets, le défi de l'investissement est double. En premier lieu, il faut trouver des moyens d'orienter les investissements en cours de réalisation par les investisseurs privés et publics vers des options plus viables, en optimisant l'utilisation des capitaux d'investissement et en répartissant les risques entre les acteurs publics et privés qui sont le mieux en mesure de les supporter. En second lieu, et ce n'est pas moins important, il faudra accroître la réserve de capitaux privés et publics internationaux disponibles pour l'investissement dans un climat plus viable.

25. S'agissant de l'adaptation, des investissements et un financement supplémentaires seront tout aussi essentiels. Il faudra, pour nombre de ces nouveaux investissements, tant dans les pays développés que dans les pays en développement, tenir compte des effets des changements climatiques, en particulier lorsque les investissements sont réalisés dans des secteurs, tels que l'agriculture et l'infrastructure, qui sont particulièrement vulnérables aux variations climatiques ou à des phénomènes climatiques extrêmes. Dans le même temps, des ressources additionnelles seront requises aussi, notamment pour démontrer et mettre en commun les nouvelles stratégies d'adaptation et pour enraciner la notion de résilience dans les politiques et pratiques nationales. Un financement public extérieur supplémentaire se révélera nécessaire pour l'application des mesures d'adaptation dans tous les secteurs. Les mécanismes et sources de financement actuels sont limités et il sera indispensable d'identifier de nouvelles sources.

26. L'amélioration de mécanismes tels que les marchés du carbone, le mécanisme financier de la Convention, l'aide publique au développement, les politiques nationales et, dans certains cas, des ressources nouvelles et additionnelles, ainsi qu'une combinaison optimale de ces mécanismes, seront nécessaires pour mobiliser les investissements et les flux financiers requis pour faire face aux changements climatiques. Une série de dispositifs ciblant des options allant de l'amélioration du rendement énergétique au renforcement des méthodes de piégeage, en passant par les sources d'énergie nouvelles et renouvelables, doit également être mise au point. Une attention particulière devrait être accordée aux secteurs et aux pays qui sont déjà fortement tributaires de l'appui extérieur, tels que les pays les moins avancés et les pays en développement qui sont très vulnérables face à l'élévation du niveau des mers.

27. Il faudrait développer considérablement le marché du carbone, qui joue déjà un rôle important dans l'orientation des flux d'investissements privés, si l'on veut répondre aux besoins de flux d'investissements et de flux financiers supplémentaires. Les politiques nationales peuvent contribuer à orienter les investissements et les flux financiers apportés par des investisseurs privés et publics vers des solutions plus respectueuses du climat et à optimiser l'utilisation des fonds disponibles en répartissant les risques entre les investisseurs privés et publics. Le renforcement de la capacité des pays de canaliser l'investissement vers des technologies respectueuses du climat fait partie intégrante de ce processus.

28. Pour influencer sur l'orientation et le volume des flux d'investissements, il faudra collaborer avec un grand nombre de partenaires, tant du secteur public que du secteur privé. Les banques multilatérales d'investissement, les banques régionales de développement et les organismes d'aide bilatéraux et multilatéraux et, tout naturellement, l'Organisation des Nations Unies, ont des rôles particulièrement

importants à jouer. Le cadre d'investissement dans les énergies propres, le Plan-cadre de Nairobi et divers dispositifs lancés par les banques régionales de développement illustrent bien le type de partenariat qui s'imposera de plus en plus face à ce défi.

*Questions à examiner*

- Comment faudrait-il financer l'accroissement de la capacité d'adaptation des pays en développement aux changements climatiques?
- Comment les sources d'investissement et de financement disponibles actuellement peuvent-elles être mieux optimisées pour répondre aux changements climatiques? Comment les mécanismes existant au titre de la Convention et du Protocole de Kyoto peuvent-ils se compléter? Quelles autres sources d'investissement et de financement peuvent être mises en place?
- Comment les gouvernements et les organes multilatéraux peuvent-ils œuvrer au mieux avec le secteur privé pour influencer sur le volume et l'orientation des nouveaux investissements et les canaliser vers des options respectueuses du climat?
- Quel devrait être le rôle du financement public, du financement de la lutte contre les émissions de carbone, des échanges de droits d'émission, des réglementations et d'autres initiatives menées par l'État en vue de mobiliser l'investissement pour l'atténuation des effets des changements climatiques?

**Réduction des émissions et stabilisation du climat : préserver notre avenir commun**

29. Cette année, l'activité humaine provoquera le rejet de plus de 25 milliards de tonnes de dioxyde de carbone dans l'atmosphère. L'air contient à présent 386 parties par million de dioxyde de carbone, soit une concentration supérieure de plus d'un tiers à celle de 280 ppm de l'époque préindustrielle, et les niveaux de concentration ne font que s'élever, de plus d'une partie par million chaque année. Toute solution globale du problème des changements climatiques doit, par définition, stabiliser les concentrations de gaz à effet de serre dans l'atmosphère à un niveau qui ne pose aucun risque, lequel n'a pas encore été quantifié, et ce but est défini comme étant l'objectif central de la Convention.

30. Mais les premières mesures tendant à la réduction des émissions totales ont déjà été prises. L'objectif de la Convention consistant à ramener d'ici à 2010 les émissions des pays développés aux niveaux de 1990 a été atteint, bien que cela découle principalement des réductions d'émissions effectuées dans les économies en transition. Qui plus est, le Protocole de Kyoto de 1997, ratifié par 175 pays et entré en vigueur depuis 2005, engage 36 pays industrialisés à réduire, d'ici à 2012, leurs émissions conformément à des objectifs convenus – bien que ces objectifs convenus en vertu du Protocole de Kyoto ne cadrent pas avec la réalisation de l'objectif de la Convention.

31. À l'heure actuelle, les négociations sur ce qui devrait suivre la fin de la première période d'engagement du Protocole de Kyoto commencent. Il faut une action multilatérale plus concertée et plus cohérente, englobant des réductions d'émissions substantielles par les pays industrialisés et des incitations pour amener les autres pays à agir. Un plafonnement rapide des émissions totales sera essentiel si l'on veut éviter les pires dommages. La Conférence de Bali prévue en décembre 2007 sera une étape cruciale sur la voie menant au renforcement de la riposte internationale au défi mondial le plus pressant de nos jours.

32. De nombreux pays en développement ont indiqué que la coopération internationale future sur les changements climatiques devra reposer sur des bases scientifiques solides et être en harmonie avec les stratégies de planification des investissements à long terme. Guidée par l'objectif consistant à stabiliser les concentrations de gaz à effet de serre à des niveaux sans danger et par le fait, de plus en plus reconnu, que l'inaction coûtera plus cher que l'action, une coopération internationale plus solide fait l'objet d'une attention croissante. Mais les moyens de parvenir à la fin en question doivent être équitables si l'on veut obtenir un consensus mondial. Ce principe, adopté à Rio au Sommet « Planète Terre », a été également inscrit dans la Convention, en tant que principe de responsabilités communes mais différenciées, en vertu duquel les pays développés jouent un rôle moteur dans les interventions nécessaires face aux changements climatiques.

33. Les pays en développement ont le moins de responsabilité historique dans la contribution au problème des changements climatiques et leurs émissions par habitant demeurent beaucoup plus faibles que celles des pays développés. Pourtant ce sont eux qui feront face aux pires des dommages entraînés par l'évolution de notre climat et ce sont eux qui sont les moins capables de s'adapter à ses effets. C'est pourquoi si une solution mondiale seulement peut résoudre le problème mondial des changements climatiques, elle doit respecter la priorité absolue que revêtent le développement durable, la réduction de la pauvreté et le droit des pays en développement d'assurer la croissance de leurs économies tout en évitant les erreurs dues aux voies de développement suivies dans le passé par les autres pays.

34. Nombre de pays en développement prennent déjà d'importantes mesures nationales propres et commencent la transition vers des voies de développement sans incidence défavorable sur le climat. Continuer à renforcer la participation des pays en développement grâce à des incitations financières et technologiques et à l'appui à l'action, notamment la gestion de l'utilisation des terres, les émissions évitées grâce aux mesures de réduction de la déforestation et les améliorations apportées concernant d'autres questions connexes, sera un élément essentiel de la politique mondiale de l'avenir relative aux changements climatiques. Si les pays en développement ont le plus à perdre du problème des changements climatiques, ils peuvent également avoir le plus à gagner de la solution du problème, si l'on peut convenir d'un cadre équitable.

*Questions à examiner*

- Quelles orientations est-ce que les débats sur l'atténuation des effets des changements climatiques devraient prendre au cours des deux ou trois prochaines années?
- Comment est-ce que les pays peuvent faire en sorte que les stratégies et programmes nationaux forment une réalisation intégrée écologiquement rationnelle et conforme au développement durable à l'échelle mondiale?
- Comment est-ce que les stratégies futures peuvent s'inspirer des efforts actuels?